

Corrigé exercice 10.01 : Cas Dansledoute

Deux exercices sont consacrés à l'étude des provisions. Il est nécessaire de bien connaître les conditions de fond et de forme qui président à la déductibilité des provisions.

1. Provision de propre assureur

Les provisions de propre assureur ne répondent pas aux conditions de déduction générales des provisions dès lors que les risques qu'elles ont pour objet de couvrir sont purement éventuels et ne présentent, à la clôture de chaque exercice, aucun caractère de probabilité.

La dotation N doit être réintégrée pour 2 500 €

2. Provision pour dépréciation exceptionnelle d'un terrain

En principe, les terrains ne se déprécient pas. Ils ne font d'ailleurs pas l'objet d'amortissements. Toutefois, lorsqu'ils subissent de manière exceptionnelle une dépréciation, les entreprises sont autorisées à constituer une provision pour tenir compte de cette dépréciation exceptionnelle. Cette autorisation résulte des dispositions de l'article 38 de l'annexe III du Code général des impôts. Cette provision est déductible comptablement et fiscalement.

3. Provisions pour créances douteuses

Seule la fraction de la provision correspondant à la perte probable liée au non-recouvrement de tout ou partie des créances est déductible. Les difficultés financières du débiteur ne justifient la constitution d'une provision pour créance douteuse que si des éléments précis établissent que son insolvabilité est probable. Il peut en être ainsi lorsqu'une procédure collective de redressement ou de liquidation judiciaire est engagée à son encontre, ce qui est le cas en l'espèce. On rappelle enfin que les provisions pour dépréciation des créances doivent être calculées sur la base du montant hors taxe de ces créances.

Cette provision est déductible pour le montant HT de la créance, soit $1\,900/1.200 = 1\,583$ €.

4. Provision pour procès en cours.

Une entreprise ne peut constituer une provision pour litige lorsqu'un jugement définitif rendu au cours de l'exercice l'a condamné au versement d'une indemnité. La dette de l'entreprise (dommages-intérêts et frais de procès), alors certaine dès cette date, doit être déduite en tant que charge.

Ici, le jugement est encore en délibéré, et la charge n'est pas définitive : le risque de condamnation étant en revanche probable, la provision est comptablement et fiscalement déductible.

5. Provision pour risque de vol

Cette provision correspond à un risque simplement éventuel ; elle n'est pas déductible. Le conseil d'État a ainsi eu l'occasion de juger que ne remplit pas les conditions prévues à l'article 39, 1-5° du CGI la provision de propre assureur constituée par une entreprise pour faire face aux risques qu'elle entend couvrir elle-même en ce qui concerne les vols « sur la personne » des espèces transportées des banques à ses usines. Par suite, cette provision n'est pas déductible des bénéfices imposables.

Les juges ont en outre précisé qu'est sans conséquence le fait que cette provision n'excède pas le montant des primes exigibles par une compagnie pratiquant contre le même risque (CE 25 octobre 1961 n° 43472, 8e s.-s. : Dupont 1961 p. 42).

6. Provision pour dépréciation du portefeuille-titres

L'évaluation approximative de la provision est un obstacle à sa déductibilité. Si l'évaluation avait été faite précisément, la provision aurait été admise en déduction. Elle aurait suivi alors le régime des moins-values à long terme.

7. Provision pour renouvellement des immobilisations

La provision pour renouvellement des immobilisations n'est pas déductible ; en effet, c'est l'amortissement qui est destiné à faire face au renouvellement des immobilisations. En outre, si le bien subit une dépréciation exceptionnelle, celle-ci pourra être constatée par le biais d'un amortissement exceptionnel.

À réintégrer 7 600 €

8. Provision pour congés payés

L'ancien régime (antérieur à 1987) de déduction des provisions pour congés payés génère un décalage entre la dotation et la déductibilité de la provision. Ici, la société n'a pas opté pour ce régime ancien. La provision de N pour 27 500 € est fiscalement déductible au titre de l'exercice où elle est comptabilisée, aucun retraitement n'est opéré.

9. Provision pour hausse des prix

Les entreprises peuvent constituer une provision pour hausse des prix afin de se prémunir contre des variations importantes affectant les cours des produits en stock.

Le montant de la provision unitaire est déterminé par la différence entre la valeur unitaire d'inventaire du produit à la clôture de l'exercice et 110 % de la valeur unitaire du produit à l'ouverture de l'exercice (ou si elle lui est inférieure, 110 % de la valeur unitaire du produit à l'ouverture de l'exercice précédent).

Si la provision est calculée par rapport au cours du produit en N-2, la dotation de l'exercice doit être réduite éventuellement de la provision constatée à la clôture de l'exercice N-1 (en cas d'excédent, on ne pratique pas de reprise).

Vérification du calcul de la hausse des prix de l'exercice N :

- Fuel Lourd pour N : $[1,20 - (1,10 \times 1)] \times 10\,000 = 1\,000$
- Charbon pour N : $[107 - (1,10 \times 76)] \times 10 = 234$

Provision constituée en N-1 : $[91 - (1,10 \times 76)] \times 6 = 44,4$

La provision fiscalement déductible pour N s'élève à $234 - 44,4 = 189,60$